

«Pauv' gosses !»

Si l'annonce de parrainer un enfant de la Shoah a fait beaucoup parler d'elle, d'autres réformes, bien plus pernicieuses et discrètes, devraient voir le jour dès la rentrée dans les écoles primaires. Des mesures phares qui sont aussi une façon de déplacer les projecteurs pour éviter le débat de fond sur la détérioration quotidienne des conditions d'enseignement dans nos écoles.

En maternelle comme en primaire, ils sont de plus en plus nombreux à investir les bancs de l'école. La Vendée attend 755 élèves supplémentaires à la rentrée prochaine. Par contre, les écoles qui les accueillent n'auront le droit qu'à 23 postes supplémentaires. Faites le calcul... Cela donne une moyenne de 33 garnements par classe ! De quoi faire bondir les syndicats car on sait que la Vendée, dans le premier degré, a déjà l'un des pires rapports H/E (nombre d'heures/nombre d'élèves). Ce qui signifie, concrètement, que ses classes sont parmi les plus surchargées de France. D'ailleurs, elle a aussi un seuil d'ouverture de classes parmi les plus élevés... Logique ! Tant pis pour nos chers petits bambins qui se retrouvent à devoir apprendre à lire et à écrire avec plus de trente camarades. Mais ce n'est pas grave, le gouvernement a tout prévu : tous ceux qui sont à la traîne seront privés de vacances !

Les mauvais élèves mis au coin pendant les vacances !

Non, ce n'est pas une blague. Depuis les vacances de Pâques, en CM1 et CM2, on a instauré ce que le gouvernement appelle les «stages de remise à niveau», réservés aux élèves en grande difficulté. Ceux-là

devront prendre le chemin de l'école, même pendant leurs vacances, afin de réviser le français et les mathématiques. Une méthode désastreuse pour des élèves déjà fâchés avec l'école, selon les syndicats d'enseignants qui qualifient aussi cette mesure «d'illusoire». Plusieurs écoles, comme le groupe Louis-Buton à Aizenay, ont d'ailleurs d'ores et déjà annoncé qu'elles refusaient d'appliquer ce nouveau dispositif. Et pour cause ! Cette prise en charge devrait être quotidienne. On ne remédie pas à des difficultés scolaires en quelques heures, mais par un travail de fond mené à l'année. Et pas non plus à coup d'heures supplémentaires défiscalisées, mais par des équipes de professionnels et un dispositif d'aide autrement plus complexe. C'est justement le rôle que jouent aujourd'hui des réseaux d'aide spécialisés appelés RASED. Pourtant, rien n'est fait pour les soutenir, ils sont souvent incomplets et manquent cruellement de moyens. D'ailleurs, l'Education nationale parle de les supprimer purement et simplement... Au profit de quoi ? Quelques heures de soutien !

C'est vrai qu'au premier abord, ce nouveau dispositif peut paraître une bonne chose. Mais il est, en fait, l'arbre qui cache la désertification de la forêt ! Encore une fois, on nous aveugle de mesures phares qui ne sont que poudre aux yeux.



2h de cours en moins, cool ! Enfin, faut voir...

Le gouvernement, en matière d'éducation, a décidément une imagination débordante. Désormais, au lieu de 26 heures hebdomadaires, les enfants n'auront plus que 24 heures de cours dans la semaine. Sauf pour les élèves en difficulté. Eux reviendront soit après les cours, soit le samedi matin pour faire leurs deux heures supplémentaires. Pédagogiquement, se pose là encore la question de la pertinence d'une telle mesure. Là-dessus, les avis sont partagés. Mais surtout, cela revient à recentrer la semaine sur le fameux socle commun : lire, écrire, compter. Car tous les élèves, les bons comme les mauvais, verront leur programme hebdomadaire amputé de deux heures. Et sur quoi va-t-on grignoter à votre avis ? Forcément les matières artistiques, les cours d'initiation à la culture...

«A quoi cela sert-il de dépenser l'argent public pour initier à la culture des enfants d'origine populaire ? Cela risquerait même de leur donner des idées subversives... Seules les familles qui en ont les moyens combleront les manques de l'enseignement dispensé dans cette école recentrée», déclarent les enseignants de Sud Education qui, par là même soulèvent un débat plus vaste et plus complexe, à savoir si l'on veut faire de nos enfants de futurs adultes capables de réfléchir par eux-mêmes ou simplement de futurs salariés performants ?

Mais à l'heure actuelle, la question primordiale est avant tout celle-ci : au vu des conditions de dégradation du service public de l'éducation, peut-on vraiment penser que deux heures de soutien hebdomadaire et un stage de rattrapage permettront de pallier les manques de notre école ?

